



# PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES  
POLITIQUES PUBLIQUES ET DE L'APPUI  
TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET  
INSTALLATIONS CLASSÉES

711/jpr/bm

**Arrêté du 9 décembre 2024**

**portant mise en demeure à la société PROTECHNIC de respecter les dispositions applicables  
à ses installations sises à Cernay et portant abrogation de l'article 2 de l'arrêté portant mise  
en demeure du 16 mai 2024**

**Le préfet du Haut-Rhin**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 950665 du 25 Avril 1995 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 portant prescriptions complémentaires à la société PROTECHNIC pour son site de Cernay en référence au titre Ier du livre V du Code de l'environnement, notamment les articles 2.1.1 et 7.6.8.1.3 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 mars 2021 portant prescriptions complémentaires à la société PROTECHNIC pour son établissement de Cernay ;
- VU** l'étude de dangers du site PROTECHNIC de Cernay datée du 8 décembre 2017 ;
- VU** le rapport de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service des installations classées) portant sur l'inspection du 5 avril 2024 ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 16 mai 2024 portant mise en demeure à la société PROTECHNIC de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à Cernay ;
- VU** les informations complémentaires fournis par l'exploitant à l'inspection par courriel en date du 10 juillet 2024 ;
- VU** le rapport de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service inspection des installations classées) portant sur l'inspection du 6 août 2024 ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 10 octobre 2024 lors de la phase contradictoire ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 5 Avril 2024, et lors de l'examen des documents associés, l'inspection des installations classées a constaté :

- l'absence de documents justifiant la résistance au feu des équipements permettant de contenir les eaux d'extinction incendie à l'intérieur des bâtiments (batardeaux, sacs de sable),
- l'absence d'éléments justifiant la rapidité et la facilité de mise en place de l'ensemble des équipements permettant de contenir les eaux d'extinction incendie et sans mise en danger des personnels effectuant cette tâche.

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite d'inspection du 22 Juillet 2024, et lors de l'examen des documents associés, l'inspection des installations classées a constaté :

- que dans le cadre du test d'un scénario incendie sur le bâtiment DECOPLAST mené lors de la visite, la cinétique de déploiement des batardeaux sur le bâtiment DECOPLAST a été vérifiée et qu'elle respecte les informations complémentaires fournis par l'exploitant à l'inspection par courriel en date du 10 juillet 2024 ;
- que des oublis et des erreurs ont été relevés dans la mise en place des dispositifs lors du test réalisé lors de l'inspection sus-visée ;
- que la résistance au feu des sacs de sable et des batardeaux n'a pas été justifiée par l'exploitant et que la réalisation d'un test de mise en eau sur les sacs de sable a démontré l'absence d'étanchéité du système ;
- l'impossibilité de mise en place des moyens de confinement dans le cadre d'un incendie , compte tenu de l'exposition des opérateurs à des flux thermiques pouvant provoquer des effets létaux significatifs au niveau des ouvrants des bâtiments selon l'Étude de Danger du site, datée du 8 décembre 2017 ;
- que la présence de puits d'infiltration non protégés des eaux d'extinction d'incendie peut provoquer l'écoulement d'eaux potentiellement polluées directement dans la nappe d'Alsace protégée, en opposition aux dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 2017 ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.6.8.1.3 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 ;

**CONSIDÉRANT** que la présence de puits d'infiltration non protégés en cas de l'extinction d'incendie peut potentiellement provoquer l'écoulement d'eaux potentiellement polluées directement dans la nappe d'Alsace protégée,

**CONSIDÉRANT** que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28 mars 2017 ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats nécessitent de revoir la stratégie de confinement des eaux incendie de manière globale et ce, sur l'ensemble des bâtiments et équipements qui composent le site de Cernay ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient par conséquent d'abroger et ré-intégrer les prescriptions notifiées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 mai 2024 à la suite de la visite d'inspection du 5 avril 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite de contrôle du 5 avril 2024, il avait pu être constaté :

- L'absence de systèmes de confinement des eaux d'extinction incendie pour les eaux de toitures des bâtiments : DECOPLAST, LOCABRI, THERMOPLAST, Stock-M4, M5 et M4-2 ;
- L'absence de confinement des eaux d'extinction incendie pour le bâtiment LOCABRI ;

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituaient un manquement aux dispositions de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 2017 ; que ce manquement n'a pas été

levé depuis ;

**CONSIDÉRANT** enfin qu'il y a lieu d'introduire des délais allongés et intermédiaires afin de permettre à l'exploitant de réaliser les études et les travaux nécessaires pour revoir la stratégie de confinement des eaux incendie et permettre une mise en conformité de son site de Cernay ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine* ».

**CONSIDÉRANT** que les observations de l'exploitant transmises lors de la phase contradictoire ont bien été prises en compte dans l'article 2 du présent arrêté.

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>** :

La société PROTECHNIC, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées 66 rue des Fabriques 68700 Cernay.

### **Article 2 :**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 mai 2024 concernant la prévention de rejets d'eaux susceptibles d'être polluées sont abrogées, et remplacées par les prescriptions des articles 3, 4 et 5 du présent arrêté.

### **Article 3 :**

- **Sous 12 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.6.8.1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 2017 susvisé :

« *De façon plus générale, l'exploitant doit disposer au droit de son site d'un volume de confinement global des eaux d'extinction incendie [...] ; ce volume peut être constitué de :*

- [...]
- *les superficies imperméabilisées des bâtiments associées éventuellement à des batardeaux, ou tout autre dispositif d'efficacité équivalente, mis en place au niveau des ouvertures (ces batardeaux sont toujours en bon état et vérifiés régulièrement ; leur mise en place doit être rapide et aisée [...])*
- *les canalisations mises en œuvre pour la récupération et le rejet des eaux pluviales, sous réserve que les émissaires de rejet soient isolés et obturés,*
- *des surfaces imperméabilisées du site, [...]*

*Les dispositions de confinement de l'article 7.6.8.1.2 "Dispositif de confinement particulier au bâtiment DECOPLAST et au local des encres et solvants" sont comptées dans les dispositions de confinement générales.*

*[...] »*

### **Article 4 :**

- **Sous 12 mois**, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 mars 2017 susvisé :

*« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :*

*[...]*

*- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments. »*

#### **Article 5 :**

Dans le cadre de l'application des articles 3 et 4 du présent arrêté, l'exploitant met en œuvre les mesures conservatoires suivantes :

**Dans un délai de 6 mois après notification de l'arrêté**, l'exploitant réalise les études nécessaires afin de revoir la stratégie de confinement des eaux d'extinction incendie au niveau de son site et notamment :

- une étude topographie du périmètre de site afin de connaître les zones de rétention et le sens d'écoulement des eaux
- une étude D9 et D9A pour connaître les besoins en eau et les volumes nécessaires en rétention

**Dans un délai de 8 mois après notification de l'arrêté**, l'exploitant transmet les résultats des études à l'Inspection des Installations Classées ainsi que sa stratégie de confinement des eaux incendie sur l'entièreté de son site, notamment les moyens et les équipements mis en œuvre afin d'éviter tout déversement d'eaux potentiellement polluées vers le milieu naturel (eaux souterraines et superficielles).

**Dans un délai de 12 mois après notification de l'arrêté**, l'exploitant réalise les travaux nécessaires afin de rendre effectif sa stratégie et son système de confinement des eaux d'extinction incendie sur son site.

#### **Article 6 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### **Article 7:- Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

#### **Article 8:- Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 9 décembre 2024

le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

**SIGNÉ**

Augustin CELLARD